

Rapport moral à l'AG de la FMF du 14 novembre 2019

« Refaire de la santé et de la protection sociale des sujets politiques ! »

Pascale VATEL, secrétaire générale

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s délégué(e)s,

Notre assemblée générale est marquée par les mouvements sociaux. Nous ne pouvions pas tenir notre assemblée générale « comme si de rien n'était » alors que tous les professionnels de l'hôpital public sont mobilisés, aujourd'hui, non pour réclamer un avantage particulier - ce sont généralement les plus fortunés qui font ça - mais pour défendre notre bien commun, l'hôpital public, élément indispensable, mais depuis longtemps malmené, mis au régime sec, en train de s'écrouler.

Nous vivons une époque de tensions. Une flambée protestataire embrase le monde : Amérique du sud, Hongrie, Catalogne, Magreb, Liban, Iran, Irak, Hongkong etc.... Entre demande de justice et coups d'Etat, les réponses sont à minima populistes, souvent ultra autoritaires et débouchent parfois sur des pouvoirs dictatoriaux. Permettez-moi dans ce survol trop rapide de la situation planétaire d'avoir une pensée particulière pour le peuple Kurde, en lutte contre le terrorisme international, et encore une fois trahi.

Ce monde va mal et en France aussi, la colère monte.

Nous avons de nombreux défis mutualistes à relever dans ce contexte compliqué. Je vais revenir sur certains de ces points.

1. Nous vivons une époque de tensions et de violences

Sous le joug du dogme macroniste inspiré de l'ultra-libéralisme de Reagan et Thatcher - c'est dire si leur monde est nouveau... - la société se cabre. Macron prétendait, pendant sa campagne électorale, « débloquer la société ». **Au contraire, il la bloque, il brutalise, il méprise, il attise !**

Il brutalise la société comme tous les ultra-libéraux. Il s'agit de violence physique, puisque ces douze derniers mois, les différentes manifestations organisées dans le pays se sont soldées par plus de 4 300 blessés. Systématiquement, face aux gilets jaunes, face aux pompiers ou aux avocats, aux syndicalistes, la politique de maintien de l'ordre passe par une violence assumée qui porte une atteinte grave au fonctionnement de notre société démocratique. Ne nous y trompons pas, c'est un choix politique qui a un but : celui de pouvoir mener à bien son projet, minoritaire, autoritaire, au service des plus riches qui n'ont jamais été aussi riches.

Violence sociale et violence sociétale aussi. Car pour « partager » les richesses de cette façon, le pouvoir en place poursuit méthodiquement, avec la plus grande des violences, la déconstruction à la hache de nos principes et systèmes solidaires. Il fait

régresser les droits sociaux, développe la précarité, avec pour corolaire l'accroissement des inégalités. Rien que cette année, 200 000 personnes supplémentaires sont passées sous le seuil de pauvreté. Alors, cyniquement, on supprime l'observatoire sur la pauvreté !

La réforme de l'assurance chômage et le projet de réforme des retraites, véritables « fabriques à pauvreté », décupleront le mouvement.

Avec un formidable aplomb, ce pouvoir prétend assurer l'universalité dans le système de retraite. Mais les choses sont clairement énoncées, cela se fera à budget constant pour une population en augmentation. La perspective qu'il nous trace, c'est donc un régime où tout le monde aura moins et plus tard. Ce projet est l'illustration de l'individualisation de la protection sociale où chacun est renvoyé à sa capacité à cotiser de manière complémentaire et pour lui seul.

Nous prendrons évidemment toute notre place dans le mouvement social qui s'annonce et au cours duquel nous défendrons, avec d'autres, le projet d'une société solidaire.

Le projet de loi de finances, lui, contient son nouveau lot de cadeaux aux plus riches et poursuit la baisse des APL. Et c'est au nom de la justice qu'est annoncée cette réforme des APL qui fait économiser 1,4 Md€ sur le dos des populations qui en ont le plus besoin.

Les étudiants, entrés en lutte ont bien compris les répercussions, pour eux, et pour leur avenir de tous ces choix politiques.

Enfin, les mesures décidées pour tenter de mettre fin au mouvement des « Gilets jaunes » se résument à un extravagant tour de passe-passe : des mesures qui individualisent les réponses et autofinancées par les gens à qui elles sont destinées. Tout cela sans intervention financière de l'État. Quelle arnaque !

Un mot sur le mouvement des « Gilets jaunes ». Il est difficile à appréhender mais il exprime une colère légitime face à une situation sociale dégradée qui résulte de la politique menée

depuis des dizaines d'années. Ce mouvement construit en dehors du cadre habituel interpelle sur de nombreux aspects. Soyons attentifs, à ce qu'il dit des maux de la société et de la crise démocratique que nous connaissons.

Violence sociétale encore, qui consiste à asphyxier le service public et la Sécurité Sociale. Le même gouvernement qui nous annonçait l'an dernier avec tambours et trompettes le retour à l'équilibre de la Sécurité Sociale, présente pour 2020, un budget déficitaire. C'est notamment le résultat du refus de l'État de compenser les exonérations de cotisations sociales qu'il décide et de plus totalement contestables en matière de modèle économique. Ce projet de budget ne répond pas aux besoins de la population et ne règle évidemment pas les crises de notre système de santé. Le taux de croissance de l'ONDAM est plus de moitié inférieure à la croissance tendancielle des dépenses de santé. L'augmentation du ticket modérateur envisagé sur des actes liés à une hospitalisation va creuser le reste à charge pour les patients et leur mutuelle. Les restes à charge à l'Hôpital s'alourdissent au point que l'hospitalisation est maintenant le premier poste de dépense des mutuelles. L'hôpital manque gravement de ressources humaines et financières tout comme les EHPAD. La prévention est quasiment absente du PLFSS. La faillite et la déliquescence des lieux de médecine de premier recours et de la médecine libérale achèvent le sombre tableau de la crise globale du système de santé après des années d'austérité, crise que la politique de ce gouvernement aggrave au lieu de résoudre.

Les organisations représentatives des salariés, les associations représentatives et la mutualité ne s'y sont pas trompées et ont désapprouvé ce projet de budget de la Sécurité Sociale. Mieux, pour la première fois, onze syndicats et associations se sont retrouvés avec la Mutualité pour adresser une lettre au premier Ministre dénonçant - je cite - « un assèchement délibéré des recettes » et réclamer une revalorisation immédiate de l'ONDAM.

On peut d'ailleurs se demander légitimement qui est le plus à la manœuvre dans ce grand

chantier de désocialisation et de marchandisation de la santé ? La Ministre de la « mauvaise santé » Buzyn ou le Ministre « de la soustraction publique » Darmanin ?

Nous sommes dans une société brutalisée où les corps intermédiaires et les organisations solidaires sont méprisés et souvent pris en otage. C'est le cas pour la mutualité. Un véritable « mutuelles bashing » est orchestré par le Président de la République lui-même et le gouvernement qui utilisent la mutualité comme bouc-émissaire pour cacher leur incapacité à répondre à la demande sociale. Ils en profitent, par la même occasion, pour démonter toujours plus le modèle solidaire. Prenons l'exemple du RAC Zéro, un subterfuge mis en œuvre sans intervention financière de l'État et présenté comme une avancée sociale de ce gouvernement. Son financement repose en grande partie sur les mutuelles. Pourtant, celles-ci sont accusées dans le même temps de ne pas vouloir répondre au besoin de pouvoir d'achat. Autre exemple, l'individualisation de la protection sociale portée par la proposition de loi téléguidée par l'Élysée de résiliation à tout moment, est l'antithèse absolue du principe mutualiste.

A ce modèle qui repose sur la mise en commun de moyens pour faire face aux risques, on nous oppose une logique consumériste, une concurrence sur la seule base des tarifs, une marchandisation de la santé et de la protection sociale, bref, un chacun pour soi généralisé !

Que dire de la mal nommée « Complémentaire santé solidaire » ? J'ai envie de vous dire, mes amis, la même chose ! On nous vend - c'est le mot ! - un dispositif social, alors qu'il va coûter plus cher à près de la moitié des bénéficiaires de l'actuelle ACS. On nous vend un dispositif solidaire alors qu'il regroupe hors du droit commun des personnes pauvres et des personnes un peu moins pauvres, dans un dispositif stigmatisant, source de non recours aux droits et de refus de soins. Cela s'apparente à la charité pour 10 à 12 millions de personnes. Là encore, on laisse croire que l'État s'implique - il devrait, en effet, le faire ! - alors que le financement de ce dispositif ne

repose que sur la taxe sur les cotisations mutualistes. Et comme la coupe n'était pas tout à fait pleine, les pouvoirs publics ont volontairement sous estimé les frais de gestion qui devront être supportés par les autres adhérents. C'est injuste, et c'est totalement renier notre travail social et humain d'accompagnement spécifiquement auprès de ces femmes et ces hommes particulièrement fragiles. Comment dans ces conditions, les mutuelles ne pouvaient elles pas s'interroger sur leur implication dans ce dispositif ?

A cette actualité, ajoutons un élément de bilan, hélas prévisible, de l'ANI qui a renforcé la place des assurances commerciales privées.

En réponse à cette catastrophe annoncée, nous réclamons le droit de tous pour tous : une Sécurité Sociale au plus haut niveau et une mutuelle pour tous. En lieu et place des multiples dispositifs qui segmentent la population, enrayent la mutualisation, discriminent et font renoncer aux droits, nous proposons un système universel d'aide publique, basée sur le revenu.

Permettre l'accès de tous à une mutuelle passe aussi par la suppression des taxes injustes sur la santé, plus de 14 % des cotisations mutualistes ! Un moyen immédiat de redonner du pouvoir d'achat.

Ce président et ce gouvernement brutalisent, méprisent, mais aussi attisent.

Ils attisent les conflits qui traversent la société, manie les peurs, souffle sur les braises. La récente séquence sur l'immigration est édifiante. Deux mois de polémiques qui tournent sur l'intégration, niant la question sociale. Le tout se termine par une interview du président de la République à un magazine d'extrême-droite et une série de mesures annoncées quelques jours plus tard par le premier ministre. On se demande laquelle est la pire : porter atteinte, très concrètement, à l'accès à la santé des réfugiés sans papier et des demandeurs d'asile, ou transformer le monde en supermarché humain où les pays riches choisiront « leurs » immigrés. Ils continuent à jouer l'opposition des populations les unes contre les autres. Les jeunes contre les anciens, les fonctionnaires contre les

salariés du privé, les habitants des villes contre ceux des campagnes, les chômeurs contre ceux qui travaillent ...

Le résultat de cette manipulation du débat public, c'est un pays qui perd le sens de son histoire et se referme. Cette politique cynique qui joue avec les destins humains, c'est la politique d'un camp qui met tout en œuvre pour attiser les peurs afin de conserver le pouvoir. Puisqu'il est bien entendu que sa seule chance de réélection implique un face à face avec l'extrême-droite, une course à l'échalote nationaliste et populiste, qui valide ses thèses. Le pire, dans tout cela, c'est que cette tactique mortifère du pouvoir macronien porte ses fruits pourris.

C'est dans ce contexte général que nous agissons.



2. Les défis mutualistes

Ces défis sont importants.

Nous devons faire valoir la différence mutualiste. C'est un vrai défi alors que l'on veut nous amener et nous réduire à une simple assurance commerciale. Mais ce n'est pas ça le projet mutualiste ! Le projet mutualiste, c'est d'abord la mise en commun de situations diverses pour construire une protection partagée. Le projet mutualiste, c'est aussi un projet démocratique qui accompagne le mouvement ouvrier depuis ses débuts. La mutualité, c'est un mouvement social qui veut transformer la société autour des valeurs de solidarité et d'universalité.

Pour mener à bien ce projet mutualiste, et alors que nous avons plus que jamais besoin de parler d'une seule voix à l'échelle de toute la mutualité, le rôle de la FNMF continue de se rabougir. Nous avons déjà analysé les différents phénomènes qui ont conduit à cette situation. Nous continuons à payer le fait que la plupart des communs qui existaient ont été détruits. Il reste de moins en moins d'éléments qui servent aux groupements dans l'appréhension, de manière collective, des

sujets stratégiques, dans la défense de leurs intérêts collectifs, dans des outils communs.

Deux sujets majeurs illustrent le dépérissement du fédéralisme FNMF : l'accélération de la baisse des cotisations fédératives et la volonté de faire disparaître le livre 3 commun et son accaparament par de grands groupes qui vont à l'encontre du sens de l'histoire et de l'intérêt des groupements.

Pour autant nous sommes passifs, hébétés, pétrifiés ! C'est tout le contraire. Nous sommes à l'offensive pour défendre les petites et moyennes mutuelles et pour promouvoir le fédéralisme mutualiste.

Nous avons continué à mener la bataille sur les cotisations. La cotisation, en mutualité, c'est l'expression et l'outil de la construction collective et de la volonté de faire en commun.

37% entre 2016 et 2022, quel amoindrissement du projet fédéral ! Nous avons réussi à entraîner sur ce sujet. Nous avons réussi à convaincre : La nouvelle trajectoire de baisse proposée à l'AG 2019 de la FNMF a été rejetée par près de 20 % des délégués.

S'agissant des UT, nous avons fortement participé à l'élaboration d'un consensus utile à la FNMF. Il s'appuie sur la garantie de la propriété collective d'un réseau de Livres 3, sur la non obligation de la mise en place des collèges A et B et sur la non obligation de critères financiers pour la constitution des collèges A et B. Autrement dit, nous avons préservé la liberté de chaque UT de déterminer sa gouvernance et nous avons préservé la place des petites et des moyennes mutuelles dans la gouvernance.

Les mutuelles de France sont présentes, agissent, rend des alliances possibles au sein des instances de la FNMF, nationales et locales. Ces résultats n'étaient pas acquis d'avance. C'est notre travail à tous qui les a permis.

Mais la bataille se poursuit, la baisse de cotisations va s'appliquer et donc réduire le rôle de la Fédération et des Unions régionales.

Les stratégies de captation des UT ne sont pas, loin s'en faut, éteintes. Il nous faut maintenir notre vigilance et porter partout où nous le pouvons des projets préservant le bien commun.



3. Le besoin et la force de notre fédération des mutuelles de France

Le premier de ces atouts est la cohérence du positionnement politique des mutuelles de France pour mener la bataille des idées et apporter des réponses concrètes aux besoins de la population.

Du grand débat national au PLFSS en passant par l'abrogation du caractère annuel de l'adhésion mutualiste, nous avons été très actifs depuis notre dernière assemblée générale. Nous avons amené la FNMF à prendre place dans le grand débat national organisé par le gouvernement. C'était notre place de mouvement social d'alimenter les échanges démocratiques. Nous avons contribué à ce que la santé, première préoccupation de nos concitoyens tout bonnement « oubliée » des thèmes choisis par le gouvernement, s'impose dans les débats. Non seulement nous avons entraîné la FNMF, mais nous y avons pris une part active, très active même. Nous avons organisé la majorité des événements estampillés FNMF dans cette période. Vous avez répondu présents à l'appel de Jean-Paul qui se concluait par ces mots : « Les blés sont sous la grêle, mes amis. C'est maintenant qu'il faut agir ». Vous y avez répondu avec dynamisme, avec vigueur, avec conviction. Et cela s'est vu ! Notre journée 5 mars point d'orgue de notre campagne, à la fois revendicative et studieuse a été un succès manifeste !

Nous avons contribué à un débat qui n'aurait pas existé sans nous. Un débat de fond sur la résiliation infra annuelle. Nous avons été écoutés : pas moins de 6 députés de différents groupes politiques ont échangé, ensemble, et avec nous. Des dizaines de parlementaires ont répondu à notre courrier. Nos positionnements

ont été relayés par des élus, y compris de la majorité. Au bout du bout, si cette loi a été adoptée sous la pression de l'Élysée, nous sommes parvenus à convaincre : elle l'a été avec des déflections dans la majorité parlementaire.

Ce résultat, nous le devons à l'articulation que nous avons pu mettre en œuvre entre l'action au plan national et dans les territoires.

Cela donne tout son sens au chantier engagé depuis notre Assemblée Générale de l'an dernier pour renouveler et revitaliser l'animation territoriale des Mutuelles de France. Nous n'en sommes pas encore à la vitesse de croisière et chaque groupement doit s'engager pour faire vivre localement cette animation.

Je n'ai pas parlé, faute de temps, de notre participation au congrès de la CGT, à la Fête de l'Humanité... Chacun de ces rendez-vous est l'occasion d'échanger et de partager avec nos partenaires et avec le public présent et les participants.

Offensifs, et pédagogues nous le sommes enfin, grâce à Viva et à la CVM qui nous aident à porter haut nos valeurs, à convaincre, et qui épaulent nos groupements.

Notre ambition est bien de refaire de la santé et de la protection sociale non plus des sujets d'experts mais des sujets politiques dont les citoyens se saisissent.

Le rôle de coordination politique de la Fédération qui s'est fortement renforcé depuis quelques années, couplé d'un rôle d'accompagnement des groupements contribue à la cohésion et à des succès importants pour les Mutuelles de France. Je profite de cette tribune pour saluer la mobilisation des équipes élue et salariée pour mener à bien ces missions.

Nous avons en particulier, réussi, depuis notre dernière Assemblée Générale la reprise de l'historique Grand Conseil de la mutualité et la constitution d'un important livre III, Oxance-Mutuelles de France. Cette réussite qui a permis le maintien de la totalité des activités et

des emplois a été rendue possible par la mobilisation de tous : la fédération, nos groupements de livre 2 et nos groupements de livre 3. Tout le monde était sur le pont et ce fut fructueux. Ce chantier illustre la puissance que nous donne l'union au sein de la FMF. Il témoigne aussi, de la pertinence et de la force de la complémentarité Livre 2 / Livre 3.

Le mouvement mutualiste est aujourd'hui attendu dans la réponse à apporter à la crise de la médecine de 1er recours et de la médecine libérale. Il nous faut renforcer notre capacité, en lien avec les collectivités territoriales, à développer une offre polyvalente dans nos centres de santé en regroupant médecine générale et spécialiste complétée par un pôle dentaire pour répondre au mieux aux besoins de la population.

C'est la principale force de différenciation sur laquelle nos mutuelles du livre 2 peuvent s'appuyer pour développer leurs activités et c'est tout le sens de la stratégie de complémentarité L2 et L3 portée par la Fédération.

Nous savons aussi à quel point la coordination que nous réalisons dans nos centres de santé est une plus-value pour les patients. C'est pourquoi, nous serons attentifs aux dispositifs promus par les pouvoirs publics, notamment les Communautés professionnelles territoriales de santé comme possibilité de deuxième niveau de coordination à l'échelle d'un territoire. L'ambition, de ces CPTS, certes encore bien limitée tant dans les missions que dans leur nombre, pour éviter que le parcours de soins ne soit un parcours du combattant est cohérente avec nos objectifs mais devront dépasser la simple bureaucratie pour avoir un réel impact.

Je veux aussi souligner le rôle essentiel joué par les mutuelles de France dans la redynamisation de l'enseigne des opticiens mutualistes devenue « Écouter Voir - optique et audition mutualiste ». Notre puissance avec nos 100 magasins, et l'entrée des Mutuelles de France au directoire de Visaudio ont permis d'insuffler cette nouvelle dynamique pour face à une concurrence féroce et souvent *low cost* là où nous proposons un service médical et

des produits de qualité. Ce chantier fait aussi la preuve que la politique groupée à l'échelle de toute la mutualité fait la force.

C'est forts de tout ce travail, politique et concret à la fois, que nous nous mettons en route vers notre congrès de Brest qui se déroulera les 23, 24 et 25 juin 2020.

Nous voulons un congrès ouvert sur la société et collaboratif.

La première étape sera lancée dès janvier avec un tour de France des DT. Les rencontres dans les territoires doivent permettre de favoriser la participation de l'ensemble de nos militants, et ainsi associer pleinement les groupements à la réflexion et l'élaboration du rapport du congrès. Quoi de mieux qu'un congrès pour renforcer les liens entre la fédération, les DT, les groupements et les militants et partager nos réflexions avec des acteurs externes. Je peux dire dès à présent que le principe de ce tour de France suscite un vrai enthousiasme au vu du nombre de rencontres annoncées. Mais ces rendez-vous ne pourront être un succès que grâce à la mobilisation de tous.

Ce congrès qui s'inscrit, bien évidemment dans la continuité des précédents passera par une phase d'état des lieux, de diagnostic partagé des évolutions dans les groupements et la Fédération depuis celui de Saint Etienne.

Nous nous proposons d'approfondir notre réflexion, d'actualiser nos positionnements et d'apporter des solutions concrètes à partir de trois thématiques durant ce congrès :

- agir dans une société fragmentée,
- la mutualité, au cœur du mouvement social pour répondre à la crise démocratique,
- fortifier notre fédéralisme pour accompagner les groupements face aux défis mutualistes.

Ce que nous nous apprêtons à faire, donc, c'est travailler ensemble pour nous faire gravir de nouvelles marches afin de répondre aux besoins de la société.



Chers amis, cette assemblée générale, la dernière avant le Congrès de Brest est symbolique de notre situation.

Nous sommes un mouvement social dans une société en souffrance, en tension. Nous serons, parmi d'autres, porte-voix et porteurs de solutions, pour cette société française qui va si mal quand on lui fait tourner le dos à la solidarité, quand on dévoie les systèmes de protection sociale en systèmes marchands ou de charité. Deux projets de société s'affrontent. Le soi disant nouveau monde

réduit toujours plus le bien commun, renforce les difficultés d'accès aux biens élémentaires, restreint le droit de vivre dignement dans la 6ième puissance économique mondiale. Comme le disait Jean-Paul dans sa tribune publiée par Viva il y a quelques jours : « **ce nouveau monde là, nous n'en voulons pas !** ». Poursuivons l'action, tous ensemble, pour porter, avec d'autres, le projet d'une société humaine et solidaire. ■